

6 JUILLET 1964
Loi sur le repos du dimanche (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente loi s'applique aux travailleurs et aux employeurs.

Pour l'application de la présente loi, sont assimilées :

1^o aux travailleurs : les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de louage de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne;

2^o aux employeurs : les personnes qui occupent les personnes visées au 1^o.

Art. 2. La présente loi ne s'applique pas :

1^o aux personnes occupées par l'Etat, les provinces, les communes, les établissements publics qui en dépendent et les organismes d'intérêt public, sauf si elles sont occupées par des établissements exerçant une activité industrielle ou commerciale, ou par des établissements dispensant des soins de santé, de prophylaxie ou d'hygiène;

2^o aux personnes liées par un contrat de travail à domicile;

3^o aux personnes occupées dans une entreprise familiale où ne travaillent habituellement que des parents, des alliés ou des pupilles, sous l'autorité exclusive du père, de la mère ou du tuteur;

4^o aux personnes occupées dans une entreprise foraine;

5^o au personnel navigant des entreprises de pêche et au personnel navigant occupé à des travaux de transport par air et par eau, à l'exception des personnes liées par un contrat d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure;

6^o aux docteurs en médecine, dentistes, pharmaciens et étudiants stagiaires se préparant à l'exercice de ces professions;

7^o aux personnes occupées dans les établissements d'enseignement.

Art. 3. Le Roi peut, sur proposition des commissions paritaires compétentes et après avis du Conseil national du Travail, ou, à défaut de commission paritaire, sur proposition du Conseil national du Travail :

1^o rendre obligatoires, soit purement et simplement, soit moyennant certaines adaptations, les dispositions de la loi, aux personnes visées à l'article 2;

2^o exclure, soit purement et simplement, soit moyennant certaines modalités, de l'application des dispositions de la loi, les personnes auxquelles elles s'appliquent.

(1) Session 1959-1960.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n^o 285, du 6 avril 1960.

Session 1963-1964.

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport, n^o 96, du 12 décembre 1963. — Amendements, n^o 125, du 5 février 1964; n^{os} 132, 133, 34, 135, du 12 février 1964; n^o 140, du 14 février 1964. — Texte adopté en première lecture, n^o 143, du 18 février 1964.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 18 février 1964. Adoption. Séance du 27 février 1964.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n^o 737-1, du 28 février 1964. — Amendements, n^o 737-2, du 2 mars 1964; n^o 737-3, du 21 avril 1964; n^o 737-4 du 28 avril 1964. — Rapport, n^o 737-5, du 13 mai 1964. — Amendements, n^o 737-6, du 13 mai 1964; n^o 737-7, du 15 mai 1964; n^{os} 737-8 et 737-9, du 20 mai 1964.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 20 mai 1964. Adoption. Séance du 21 mai 1964.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet amendé par la Chambre des représentants, n^o 243, du 21 mai 1964. — Rapport, n^o 278, du 2 juin 1964.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 4 juin 1964.

6 JULI 1964
Wet op de zondagsrust (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze wet is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers.

Voor de toepassing van deze wet worden gelijkgesteld :

1^o met werknemers : de personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon;

2^o met werkgevers : de personen die onder 1^o genoemde personen tewerkstellen.

Art. 2. Deze wet is niet van toepassing op :

1^o de personen tewerkgesteld door het Rijk, de provinciën, de gemeenten, de openbare instellingen die er onder ressorteren en de instellingen van openbaar nut, behoudens indien zij tewerkgesteld zijn door instellingen die een industriële of commerciële activiteit uitoefenen of door instellingen die geneeskunde, profylactische of hygiënische verzorging verlenen;

2^o de personen die verbonden zijn krachtens een arbeidsovereenkomst voor huisarbeiders;

3^o de personen die werkzaam zijn in een familieonderneming waar gewoonlijk alleen bloedverwanten, aanverwanten of pleegkinderen arbeid verrichten onder het uitsluitend gezag van de vader, de moeder of de voogd;

4^o de personen tewerkgesteld in een foeronderneming;

5^o het varende personeel van de visserijbedrijven en het varende personeel tewerkgesteld aan werken van vervoer te water en in de lucht, met uitzondering van de personen die verbonden zijn krachtens een arbeidsovereenkomst voor binnenschippers;

6^o de doctors in de geneeskunde, tandartsen, apothekers en studenten-stagiairs die zich voorbereiden op de uitoefening van die beroepen;

7^o de personen tewerkgesteld in onderwijsinstellingen.

Art. 3. De Koning kan, op voorstel van de bevoegde paritaire comités en na advies van de Nationale Arbeidsraad of, bij ontstentenis van een paritair comité, op voorstel van de Nationale Arbeidsraad :

1^o de bepalingen van de wet, hetzij zonder meer, hetzij met zekere aanpassingen, algemeen verbindend verklaren voor de in artikel 2 bedoelde personen;

2^o de personen op wie zij van toepassing is, hetzij zonder meer, hetzij met inachtneming van zekere regels, van de toepassing ervan uitsluiten.

(1) Zitting 1959-1960.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 285, van 26 april 1960.

Zitting 1963-1964.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 96, van 12 december 1963. — Amendementen, nr. 125, van 5 februari 1964; nrs. 132, 133, 134, 135, van 12 februari 1964; nr. 140, van 14 februari 1964. Tekst in eerste lezing aangenomen, nr. 143, van 18 februari 1964.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 18 februari 1964. — Aanneming. Vergadering van 27 februari 1964.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp door de Senaat overgezonden, nr. 737-1, van 28 februari 1964. — Amendementen, nr. 737-2, van 4 maart 1964; nr. 737-3, van 21 april 1964; nr. 737-4, van 28 april 1964. — Verslag, nr. 737-5, van 13 mei 1964. — Amendementen, nr. 737-6, van 13 mei 1964; nr. 737-7, van 15 mei 1964; nrs. 737-8 en 737-9, van 20 mei 1964.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 20 mei 1964. — Aanneming. Vergadering van 21 mei 1964.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 243, van 21 mei 1964. — Verslag, nr. 278, van 12 juni 1964.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 juni 1964.

La commission paritaire ou le Conseil national du Travail ne délibèrent valablement sur la proposition que si la moitié des membres représentant les employeurs et la moitié des membres représentant les travailleurs sont présents.

La proposition doit être adoptée à l'unanimité des membres présents.

Les présidents, vice-présidents, conseillers, référendaires et secrétaires n'ont pas voix délibérative, à l'exception des vice-présidents du Conseil national du Travail.

CHAPITRE II. — Travail du dimanche

Section I. — Principe général

Art. 4. Il est interdit d'occuper au travail, le dimanche, les travailleurs visés à l'article premier.

Section II. — Dérogations

Art. 5. § 1^{er}. L'interdiction édictée à l'article 4 ne s'applique pas :

- 1° à la surveillance des locaux affectés à l'entreprise;
- 2° aux travaux de nettoyage, de réparation et de conservation nécessaires à la continuation régulière de l'exploitation, ni aux travaux, autres que ceux de la production, dont dépend la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant.

Cette même interdiction ne s'applique pas aux travaux temporaires suivants :

- 1° travaux entrepris en vue de faire face à un accident survenu ou imminent;
- 2° travaux urgents à effectuer aux machines ou au matériel et travaux commandés par une nécessité imprévue;

- 3° travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits.

Les travaux prévus au présent article peuvent être exécutés tant par les travailleurs occupés dans l'entreprise que par des travailleurs occupés dans une autre entreprise.

Ils ne sont autorisés que pour autant que l'exploitation normale de l'entreprise ne permette pas de les exécuter un autre jour de la semaine.

Les dispositions du présent article ne portent pas préjudice à celles des articles 76 et 77 des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par arrêté royal du 15 septembre 1919.

§ 2. Les travailleurs qui ont été occupés le dimanche en application du présent article, ont droit à un repos compensatoire.

Sauf dérogation accordée par le Roi, ce repos compensatoire est octroyé au cours des six jours qui suivent ce dimanche.

Ce repos compensatoire ne peut être inférieur à une demi-journée si le travail du dimanche a duré quatre heures ou moins; dans ce cas, il doit être accordé soit avant, soit après treize heures, et ce jour-là, la durée du travail ne peut excéder cinq heures. Le repos compensatoire doit être d'une journée entière si le travail du dimanche a duré plus de quatre heures.

Toutefois, dans les cas qu'il détermine, le Roi peut fixer le repos compensatoire à une durée équivalente à celle des prestations effectuées le dimanche.

Art. 6. § 1^{er}. Les travailleurs peuvent être occupés le dimanche dans les entreprises et établissements suivants ou pour l'exécution des travaux ci-après :

- 1° les entreprises alimentaires dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation;
- 2° les entreprises ayant pour objet la vente au détail des comestibles ou denrées alimentaires;
- 3° les hôtels, motels, terrains de camping, restaurants, entreprises de restauration, traiteurs, salons de consommation et débits de boissons;
- 4° les débits de tabacs et les magasins de fleurs naturelles;
- 5° les pharmacies, drogueries et magasins d'appareils médicaux ou chirurgicaux;
- 6° les établissements de bains publics;
- 7° les entreprises de journaux et de spectacles et jeux publics;
- 8° les entreprises de location de livres, chaises, de moyens de locomotion;
- 9° les entreprises de production, de transformation ou de transport de gaz, d'électricité, de vapeur ou d'énergie nucléaire et les entreprises de distribution d'eau;
- 10° les entreprises de transport par terre et par air, ainsi que les entreprises de pêche;

Het paritair comité of de Nationale Arbeidsraad kunnen over het voorstel slechts geldig beraadslagen indien de helft van de leden die de werkgevers en de helft van de leden die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Het voorstel moet eenparig door de aanwezige leden worden aangenomen.

De voorzitters, ondervoorzitters, adviseurs, referendarissen en secretarissen zijn niet stemgerechtigd, met uitzondering van de ondervoorzitters van de Nationale Arbeidsraad.

HOOFDSTUK II. — Zondagsarbeid

Afdeling I. — Algemeen beginsel

Art. 4. Het is verboden de in artikel I bedoelde werknemers 's zondags tewerk te stellen.

Afdeling II. — Afwijkingen

Art. 5. § 1. Het bij artikel 4 uitgevaardigde verbod is niet van toepassing :

- 1° op het toezicht over de lokalen voor de onderneming bestemd;
- 2° op de werkzaamheden van schoonmaken, herstellen en in goede staat houden, nodig voor de regelmatige voortzetting van het bedrijf, noch op de werkzaamheden, de produktie uitgezonderd, waarvan de regelmatige hervatting van het bedrijf op de volgende dag afhangt.

Dit zelfde verbod is niet van toepassing op de volgende tijdelijke werken :

- 1° werken die worden uitgevoerd om het hoofd te bieden aan een voorgekomen of dreigend ongeval;
- 2° dringende werken uit te voeren aan machines of aan het materieel en werken die uit een onvoorziene noodzaak moeten geschieden;
- 3° werken, nodig om beschadiging van de grondstoffen of voortbrengselen te voorkomen.

De bij dit artikel bepaalde werken mogen worden uitgevoerd zowel door de in de onderneming tewerkgestelde werknemers als door werknemers die in een andere onderneming arbeiden.

Zij zijn alleen veroorloofd voor zover de normale exploitatie van de onderneming het niet mogelijk maakt ze op een andere dag van de week uit te voeren.

De bepalingen van dit artikel doen geen afbreuk aan die van de artikelen 76 en 77 van de wetten op de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 15 september 1919.

§ 2. De werknemers die 's zondags worden tewerkgesteld met toepassing van dit artikel hebben recht op inhaalrust.

Behoudens afwijking toegestaan door de Koning, wordt deze inhaalrust verleend in de loop van de zes dagen die op de bewuste zondag volgen.

Deze inhaalrust mag evenwel niet minder belopen dan een halve dag, indien de zondagsarbeid vier uren of minder heeft geduurd; in dat geval moet zij worden verleend ofwel vóór ofwel na dertien uur en op die dag mag de arbeidsduur niet meer dan vijf uren bedragen. De inhaalrust moet een volle dag belopen, indien de zondagsarbeid meer dan vier uren heeft geduurd.

Evenwel kan de Koning, in de gevallen die Hij bepaalt, voorschrijven dat de duur van de inhaalrust gelijk zal zijn aan die van de verrichte zondagsarbeid.

Art. 6. § 1. De werknemers mogen 's zondags worden tewerkgesteld in de volgende ondernemingen en instellingen of voor het uitvoeren van de volgende werken :

- 1° voedingsmiddelenbedrijven waarvan de produkten voor dagelijks verbruik bestemd zijn;
- 2° bedrijven waarin eetwaren of levensmiddelen in 't klein worden verkocht;
- 3° hotels, motels, kampeerterrainen, spijshuizen, restauratiebedrijven, traiteurszaken, verbruikszalen en dranklijsterijen;
- 4° tabakswinkels en winkels van natuurlijke bloemen;
- 5° apotheken, drogerijen en winkels van genees- en heilkundige toestellen;
- 6° openbare badinrichtingen;
- 7° ondernemingen van dagbladen en van openbare vertoningen en spelen;
- 8° ondernemingen voor het verhuren van boeken, stoelen, vervoermiddelen;
- 9° ondernemingen voor produktie, verwerking of overbrenging van gas, elektriciteit, stoom of kernenergie en de ondernemingen voor watervoorziening;
- 10° ondernemingen van vervoer te land en in de lucht, alsmede van het vissersbedrijf;

- 11° les entreprises de réparation et d'entretien de navires;
 12° les bureaux de placement, les agences d'information et les agences de voyage;
 13° les industries dans lesquelles le travail, en raison de sa nature, ne souffre ni interruption ni retard;
 14° les établissements et services dispensant des soins de santé, de prophylaxie ou d'hygiène;
 15° les entreprises vendant au détail des carburants et des huiles pour les véhicules automobiles, mais uniquement en ce qui concerne les travailleurs occupés à la vente;
 16° les entreprises exploitant des emplacements de parcage pour véhicules automobiles;
 17° les entreprises de photographie, uniquement en ce qui concerne les opérateurs filmeurs photographiant les particuliers sur la voie publique;
 18° les entreprises de l'industrie cinématographique assurant le journal d'actualités en ce qui concerne les travailleurs chargés des travaux inhérents à la presse filmée;
 19° les entreprises de production de films pour le cinéma et la télévision, en ce qui concerne le personnel ouvrier chargé des travaux d'éclairage, de machinerie, de construction et de démontage du décor;
 20° les entreprises de distribution de radiodiffusion et de télévision;
 21° les entreprises qui s'occupent des opérations de change dans les gares de chemins de fer, dans les aéroports et dans les gares maritimes;
 22° les travaux de dépannage de véhicules à moteur et d'appareils automatiques de distribution;
 23° la participation à des manifestations de tout genre, notamment aux salons, aux expositions, aux musées, aux foires commerciales, industrielles et agricoles, aux marchés, aux braderies, aux cortèges et manifestations sportives;
 24° les travaux de chargement, de déchargement et de déhalage, dans les ports, débarcadères et stations;
 25° les travaux des gardes-chasse et des gardes-pêche;
 26° les travaux agricoles urgents ou indispensables.

§ 2. Les travailleurs qui ont été occupés le dimanche en application du présent article, ont droit dans les six jours qui suivent ce dimanche, à un repos compensatoire dont la durée est fixée conformément à la disposition de l'article 5, § 2, alinéa 3.

Le Roi peut, dans les cas qu'il détermine, prévoir un autre régime de repos compensatoire.

Art. 7. Le Roi peut étendre le régime établi par l'article 6 à toutes autres catégories d'entreprises, établissements ou travaux qui, soit pour des motifs d'utilité publique, soit en raison de nécessités locales ou autres, exigent habituellement le travail pendant tout ou partie de la journée du dimanche. Il peut également supprimer le régime établi par le même article.

Il peut aussi, par catégories d'entreprises, d'établissements ou de travaux, autoriser les employeurs qui occupent des travailleurs par équipes successives à prolonger le travail de l'équipe de nuit jusqu'au dimanche matin, à 6 heures. Dans ce cas, le travail des travailleurs composant cette équipe ne peut être repris avant le lundi matin à la même heure.

Art. 8. Le Roi peut autoriser les employeurs à occuper les travailleurs le dimanche, douze fois par année, à condition qu'il leur soit accordé, dans les six jours qui suivent le dimanche où ils ont été occupés, un repos compensatoire dont la durée est fixée conformément à la disposition de l'article 5, § 2, troisième alinéa :

1° dans les industries qui s'exercent seulement pendant une partie de l'année ou qui sont exploitées d'une manière plus intense en certaines saisons;

2° dans les industries qui s'exercent en plein air et dans lesquelles le travail peut être entravé par les intempéries.

L'employeur qui use de la faculté prévue au présent article est tenu d'en informer, dans les vingt-quatre heures, l'inspecteur du travail.

En aucun cas, il ne peut être fait usage de cette faculté plus de quatre semaines consécutivement.

Art. 9. Les travailleurs des magasins de détail autres que ceux visés à l'article 6 peuvent être occupés au travail le dimanche, de 3 heures du matin à midi.

- 11° ondernemingen voor scheepsherstelling en -onderhoud;
 12° bureaus voor arbeidsbemiddeling, agentschappen voor inlichtingen en reisagentschappen;
 13° bedrijven waarin de arbeid, uit hoofde van zijn aard, niet kan worden onderbroken of uitgesteld;
 14° instellingen en diensten die geneeskundige, profylactische of hygiënische verzorging verlenen;
 15° ondernemingen die brandstof en olie voor autovoertuigen in 't klein verkopen, doch enkel wat de werknemers betreft, die met deze verkoop zijn belast;
 16° ondernemingen die autoparkeerterreinen exploiteren;

17° de fotografiebedrijven, alleen wat de filmoperateurs betreft, die de particulieren op de openbare weg fotograferen;

18° de filmbedrijven die het filmjournaal verzorgen, wat de werknemers betreft die belast zijn met de werken inherent aan de filmers;

19° de bedrijven waar films vervaardigd worden voor de bioscoop en de televisie, wat het arbeiderspersoneel betreft dat belast is met werken aan de verlichting, de machinerie, de bouw en afbraak van decors;

20° de bedrijven voor radio- en televisiedistributie;

21° de ondernemingen die zich in de spoorwegstations, in de luchthavens en in de havenstations met wisselverrichtingen bezig houden;

22° het depanneren van motorvoertuigen en van distributieautomaten;

23° de deelneming aan manifestaties van alle aard, met name aan salons, tentoonstellingen, musea, jaarbeurzen, nijverheids- en landbouwtentoonstellingen, markten, braderijen, optochten en sportmanifestaties;

24° het laden, het lossen en het verhalen in havens, losplaatsen en spoorwegstations;

25° het werk van de jacht- en visserijopzieners;

26° dringende of onontbeerlijke landbouwarbeid.

§ 2. De werknemers die met toepassing van dit artikel zondagsarbeid hebben verricht, hebben in de loop van de zes dagen die op de bewuste zondag volgen, aanspraak op een inhaalrust, waarvan de duur vastgesteld wordt overeenkomstig het bepaalde in artikel 5, § 2, derde lid.

De Koning kan, in de door Hem bepaalde gevallen, een andere regeling voor inhaalrust uitvaardigen.

Art. 7. De Koning kan het stelsel, ingevoerd bij artikel 6, uitbreiden tot alle andere categorieën van ondernemingen, instellingen of werken die, hetzij om redenen van openbaar nut, hetzij wegens plaatselijke of andere behoeften, gewoonlijk vorderen dat er wordt gearbeid hetzij de gehele zondag of gedurende een gedeelte van de zondag. Hij kan eveneens het bij hetzelfde artikel ingevoerde stelsel afschaffen.

Hij kan ook, volgens de categorieën van ondernemingen, instellingen of werken, de werkgevers die werknemers bij opeenvolgende ploegen tewerkstellen, machtigen het werk der nachtploeg te verlengen tot zondagmorgen 6 uur. In dit geval mag het werk van de werknemers die deel uitmaken van deze ploeg, niet worden hervat vóór de maandagmorgen, op hetzelfde uur.

Art. 8. De Koning kan de werkgevers machtigen om de werknemers twaalf maal per jaar 's zondags te werk te stellen, mits hun in de loop van de zes dagen die volgen op de zondag waarop zij werden tewerkgesteld, een inhaalrust wordt verleend, waarvan de duur vastgesteld wordt overeenkomstig het bepaalde in artikel 5, § 2, derde lid :

1° in bedrijven die slechts gedurende een gedeelte van het jaar werken of waarin gedurende zekere seizoenen van het jaar intenser wordt gewerkt;

2° in bedrijven die in openlucht worden uitgeoefend en waarin de arbeid kan worden belemmerd door ongunstig weder.

De werkgever die gebruik maakt van het bij dit artikel bepaalde recht, moet daarvan binnen vierentwintig uur kennis geven aan de arbeidsinspecteur.

In geen geval mag meer dan vier weken achtereen gebruik worden gemaakt van dit recht.

Art. 9. De werknemers van andere kleinhandelszaken dan die bedoeld in artikel 6 mogen 's zondags van 8 uur 's morgens tot 12 uur 's middags worden tewerkgesteld.

Cette faculté peut être supprimée ou le nombre d'heures ainsi fixé peut être réduit par des arrêtés royaux s'appliquant aux magasins de détail d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes.

Le Roi peut, pour une durée de six semaines au plus par année, et en raison de nécessités particulières, autoriser les magasins de détail d'une commune déterminée ou d'un groupe de communes, à occuper leur personnel au travail le dimanche, soit à d'autres heures, soit pendant un plus grand nombre d'heures.

Dans les stations balnéaires et climatiques, ainsi que dans les centres touristiques, les travailleurs des magasins de détail et des salons de coiffure peuvent, sans autorisation préalable, être occupés au travail le dimanche pendant la période allant de Pâques au 30 septembre.

Les employeurs sont néanmoins tenus, chaque année, deux semaines au moins avant le début de la période susmentionnée, d'informer soit individuellement, soit collectivement, l'inspection du travail, de l'horaire du travail et des dimanches au cours desquels leur personnel sera occupé.

Sont considérées comme stations balnéaires, les localités qui ne sont pas situées à plus de cinq kilomètres de la côte.

Sont considérées comme stations climatiques et centres touristiques, les localités qui remplissent au moins deux des conditions suivantes :

1° les localités où la plupart des hôtels sont fermés pendant au moins six mois par an;

2° les localités où le nombre de résidents augmente notablement à certaines époques de l'année;

3° les localités où le personnel engagé dans l'industrie hôtelière augmente dans de fortes proportions à certaines époques de l'année.

Les travailleurs qui sont occupés au travail le dimanche, en vertu du présent article, ont droit dans les six jours qui suivent ce dimanche, à un repos compensatoire dont la durée est fixée conformément à la disposition de l'article 5, § 2, troisième alinéa.

Art. 10. Les exceptions et dispenses prévues ci-dessus ne s'appliquent pas aux garçons de moins de 16 ans, ni aux filles et aux femmes âgées de moins de 21 ans, qui sont occupés dans les mines, minières et carrières, les usines, manufactures et fabriques, dans les ports, débarcadères et stations et dans les entreprises de transport par terre, par air et par eau.

Néanmoins, en ce qui concerne celles de ces industries où le travail, à raison de sa nature, ne souffre ni interruption ni retard, le Roi peut autoriser l'emploi des filles et des femmes âgées de 16 à 21 ans, pendant les sept jours de la semaine, soit habituellement, soit pour un certain temps, soit conditionnellement.

Les arrêtés pris en vertu de l'alinéa précédent, leur assureront dans tous les cas le temps nécessaire pour vaquer, une fois par semaine, aux devoirs de leur culte, ainsi qu'un repos compensatoire dont la durée doit être au moins égale à celle prévue à l'article 5, § 2, troisième alinéa.

Art. 11. Les garçons de moins de 16 ans et les filles et les femmes de moins de 21 ans occupés dans des industries ou établissements autres que ceux visés à l'article 10, alinéa 1^{er}, bénéficient en tout cas des dispositions de l'article 10, dernier alinéa.

Art. 12. Pour les entreprises exploitées par l'Etat, l'organisation du repos sera fixée par voie de règlement.

Cette disposition est également applicable aux entreprises de chemins de fer et de chemins de fer vicinaux, pour autant que le règlement organisant le repos soit approuvé par le Ministre ayant dans ses attributions les Communications.

CHAPITRE III. — Dispositions générales

Section I. — Consultations

Art. 13. Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par la présente loi, le Roi prend l'avis de la commission paritaire compétente ou de l'organe paritaire intéressé, qui a été créé par ou en vertu d'une loi pour certaines catégories de personnes auxquelles s'applique la réglementation.

Cet avis est toutefois donné par le Conseil national du Travail lorsque le règlement relève de la compétence de plusieurs commissions ou organes paritaires, ou à défaut de tels organes ou commissions.

Dit recht kan worden afgeschafte of het aldus vastgestelde aantal uren kan worden verminderd bij koninklijke besluiten, welke van toepassing zijn op de kleinhandelszaken van een bepaalde gemeente of van een groep van gemeenten.

De Koning kan, voor een duur van ten hoogste zes weken per jaar, en wanneer bijzondere omstandigheden dit vorderen, de houders van kleinhandelszaken van een bepaalde gemeente of van een groep van gemeenten machtigen hun personeel 's zondags tewerk te stellen, hetzij op andere uren, hetzij gedurende een groter aantal uren.

In badplaatsen, luchtkuuroorden en toeristische centra mogen de werknemers van kleinhandelszaken en van kapperssalons, zonder voorafgaande toestemming, zondagsarbeid verrichten gedurende de periode van Pasen tot 30 september.

De werkgevers moeten niettemin jaarlijks, ten minste twee weken vóór de aanvang van die periode, de arbeidstijdregeling en de zondagen waarop hun personeel zal worden tewerkgesteld, individueel of gezamenlijk ter kennis van de arbeidsinspectie brengen.

Als badplaatsen worden beschouwd de plaatsen die niet verder dan vijf kilometer van de kust gelegen zijn.

Als luchtkuuroorden en toeristische centra worden beschouwd de plaatsen die aan ten minste twee van de volgende voorwaarden voldoen :

1° de plaatsen waar de meeste hotels gedurende ten minste zes maanden per jaar gesloten zijn;

2° de plaatsen waar het aantal residerenden op sommige tijdstippen van het jaar in aanzienlijke mate toeneemt;

3° de plaatsen waar het in het hotelbedrijf werkzaam personeel op sommige tijdstippen van het jaar sterk toeneemt.

De werknemers die met toepassing van dit artikel zondagsarbeid hebben verricht, hebben in de loop van de zes dagen die op de bewuste zondag volgen, recht op een inhaalrust waarvan de duur vastgesteld wordt overeenkomstig het bepaalde in artikel 5, § 2, derde lid.

Art. 10. De hiervoor bepaalde uitzonderingen en vrijstellingen gelden niet voor jongens beneden 16 jaar, noch voor meisjes en vrouwen beneden 21 jaar, die werkzaam zijn in mijnen, graverijen en groeven, in werkhuizen, manufactures en fabrieken, in havens, losplaatsen en stations en in bedrijven voor vervoer te land, te water en in de lucht.

Niettemin kan de Koning, wat die bedrijven betreft waarin de arbeid, uit hoofde van zijn aard, niet kan worden onderbroken of uitgesteld, machtiging verlenen om meisjes en vrouwen van 16 tot 21 jaar, gedurende de zeven dagen van de week, hetzij gewoonlijk, hetzij voor een zekere tijd, hetzij voorwaardelijk, tewerk te stellen.

De krachtens het vorige lid genomen besluiten verzekeren hun, in elk geval, de nodige tijd om eenmaal per week hun godsdienstige plichten te vervullen, alsmede een inhaalrust waarvan de duur ten minste moet gelijk zijn aan die bepaald bij artikel 5, § 2, derde lid.

Art. 11. Jongens beneden 16 jaar en meisjes en vrouwen beneden 21 jaar die werkzaam zijn in andere bedrijven of inrichtingen dan die genoemd in artikel 10, eerste lid, komen in elk geval in aanmerking voor het bepaalde in artikel 10, laatste lid.

Art. 12. Voor de door het Rijk beheerde ondernemingen, wordt de rusttijdregeling bij verordening vastgesteld.

Deze bepaling is eveneens van toepassing op de ondernemingen van spoorwegen en buurtspoorwegen, voor zover de verordening die de rusttijd regelt, wordt goedgekeurd door de Minister tot wiens bevoegdheid het Verkeerswezen behoort.

HOOFDSTUK III. — Algemene bepalingen

Afdeling I. — Adviezen

Art. 13. Ter uitoefening van de hem door deze wet toegekende bevoegdheden, wint de Koning het advies in van het bevoegde paritair comité of van het betrokken paritair samengesteld orgaan, dat door of krachtens een wet is ingesteld voor bepaalde categorieën van personen, waarop de verordening van toepassing is.

Dit advies wordt echter gegeven door de Nationale Arbeidsraad, wanneer de verordening behoort tot de bevoegdheid van verscheidene paritaire comités of organen, of bij ontstentenis van dergelijke organen of comités.

Les organes consultés font parvenir leur avis dans les deux mois de la demande qui leur est faite, à défaut de quoi il sera passé outre.

Section II. — Surveillance

Art. 14. Les employeurs sont obligés d'afficher les tableaux qui seront reconnus nécessaires au contrôle.

Ils doivent se conformer aux dispositions des arrêtés pris en exécution de la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale.

Les employeurs soumis à la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier sont tenus d'indiquer dans leur règlement d'atelier les conditions du repos prévu par la présente loi.

Art. 15. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Roi surveillent l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 16. Les fonctionnaires et agents visés à l'article 15 peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° pénétrer librement, à toute heure du jour et de la nuit, sans avertissement préalable, dans tous les établissements, parties d'établissements, locaux ou autres lieux de travail où sont occupées des personnes soumises aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution; toutefois, dans les locaux habités, ils ne peuvent pénétrer qu'avec l'autorisation préalable du juge de paix;

2° procéder à tous examens, contrôles, enquêtes, et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions légales et réglementaires sont effectivement observées et notamment :

a) interroger, soit seuls, soit ensemble, l'employeur, ses préposés ou mandataires ainsi que les travailleurs et les membres des délégations syndicales au sein de l'entreprise, sur tous faits dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire sans déplacement tous livres, registres et documents dont la tenue est prescrite par la présente loi et ses arrêtés d'exécution, d'en établir des copies ou extraits;

c) prendre connaissance et copie de tous livres, registres et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission;

d) ordonner l'affichage des documents dont l'apposition est prévue par la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

Art. 17. Les fonctionnaires et agents visés à l'article 15 ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle, de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal doit être notifiée au contrevenant dans les sept jours de la constatation de l'infraction, à peine de nullité.

Art. 18. Les fonctionnaires et agents visés à l'article 15 peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, requérir l'assistance de la police communale et de la gendarmerie.

Section III. — Dispositions pénales

Art. 19. Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° l'employeur, ses préposés ou mandataires qui ont fait ou laissé travailler contrairement aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

2° l'employeur, ses préposés ou mandataires qui ne se sont pas conformés aux dispositions de l'article 14, alinéas 1^{er} et 3;

3° l'employeur, ses préposés ou mandataires ainsi que les travailleurs qui ont mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi.

De geraadpleegde instellingen delen hun advies mede binnen twee maanden nadat hun het verzoek daartoe werd gedaan, zo niet wordt er geen rekening mede gehouden.

Afdeling II. — Toezicht

Art. 14. De werkgevers zijn verplicht de lijsten aan te plakken welke voor het toezicht nodig blijken.

Zij moeten de bepalingen van de besluiten ter uitvoering van de wet van 26 januari 1951 betreffende de vereenvoudiging der documenten waarvan het bijhouden door de sociale wetgeving opgelegd is, naleven.

De aan de wet van 15 juni 1896 nopens het werkplaatsreglement onderworpen werkgevers zijn gehouden de bepalingen omtrent de bij deze wet voorziene rust in hun werkplaatsreglement te vermelden.

Art. 15. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie houden de door de Koning aangewezen ambtenaren en beambten toezicht over de uitvoering van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 16. De in artikel 15 bedoelde ambtenaren en beambten mogen, bij de uitoefening van hun opdracht :

1° op elk uur van de dag of van de nacht, zonder voorafgaande verwittiging, vrij binnegaan in alle inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, lokalen of andere werkplaatsen waar personen tewerkgesteld zijn die onder de bepalingen van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan vallen; tot de bewoonde lokalen hebben zij evenwel slechts toegang wanneer de vrederechter vooraf toestemming heeft verleend;

2° elk onderzoek, elke controle en enquête instellen, alsmede alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de wettelijke en reglementaire bepalingen werkelijk worden nageleefd en met name :

a) hetzij alleen, hetzij te zamen, de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, alsmede de werknemers en de leden van de syndicale afvaardigingen in de onderneming ondervragen over alle feiten welke het nuttig is te kennen voor de uitoefening van het toezicht;

b) zich zonder verplaatsing alle boeken, registers en documenten doen overleggen, die bij deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn voorgeschreven, en afschriften of uittreksels ervan opmaken;

c) inzage en afschrift nemen van alle boeken, registers en documenten die zij voor het volbrengen van hun opdracht nodig achten;

d) gelasten dat de documenten worden aangeplakt die krachtens deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan moeten geafficheerd worden.

Art. 17. De in artikel 15 bedoelde ambtenaren en beambten hebben het recht waarschuwingen te geven, voor de overtreder, een termijn te bepalen om zich in orde te stellen, en processen-verbaal op te maken die bewijskracht hebben tot het tegendeel bewezen is.

Op straffe van nietigheid moet aan de overtreder, binnen zeven dagen na de vaststelling van de overtreding, een afschrift van het proces-verbaal worden betekend.

Art. 18. De in artikel 15 bedoelde ambtenaren en beambten kunnen, in de uitvoering van hun ambt, de bijstand van de gemeentepolitie en van de rijkswacht vorderen.

Afdeling III. — Strafbepalingen

Art. 19. Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van 26 tot 500 frank of met een van die straffen alleen :

1° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, die arbeid doen of laten verrichten in strijd met de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die de bepalingen van artikel 14, eerste en derde lid, niet naleven;

3° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, alsmede de werknemers die het krachtens deze wet georganiseerde toezicht verhinderen.

Art. 20. Pour les infractions prévues à l'article 19, 1° et 2°, l'amende est appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes occupées en contravention des dispositions de la loi ou de ses arrêtés d'exécution, sans que le montant des peines puisse excéder 50 000 francs.

Art. 21. En cas de récidive dans l'année qui suit une condamnation, la peine peut être portée au double du maximum.

Art. 22. L'employeur est civilement responsable des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 23. Seront punis d'une amende de 1 franc à 25 francs, les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double.

Art. 24. Toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, le chapitre V excepté, mais le chapitre VII et l'article 85 compris, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 25. L'action publique résultant des infractions aux dispositions de la présente loi et des arrêtés pris en exécution de celle-ci se prescrit par un an à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

Art. 26. Les tribunaux de police connaissent, même en cas de récidive, des infractions à l'article 23 de la présente loi.

Art. 27. Les infractions à l'article 14, alinéa 2, sont recherchées, constatées et punies conformément aux articles 2 à 9 de la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 28. Le Roi peut modifier les dispositions légales existantes, afin de mettre leur texte en concordance avec les dispositions de la présente loi.

Art. 29. Sont abrogées :

1° la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles ou commerciales;

2° la loi du 26 mai 1914 sur le repos du dimanche des clercs et commis de notaires, avoués et huissiers.

Art. 30. Les arrêtés pris en exécution de la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales restent en vigueur jusqu'à leur abrogation.

Art. 31. La présente loi entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1964.

Art. 20. Voor de bij artikel 19, 1° en 2°, bepaalde misdrijven wordt de geldboete zoveel maal toegepast als er personen zijn die in strijd met de bepalingen van de wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan werden tewerkgesteld; het bedrag van de geldboete mag evenwel niet hoger zijn dan 50 000 frank.

Art. 21. Bij herhaling binnen een jaar na een veroordeling, kan de straf op het dubbel van het maximum worden gebracht.

Art. 22. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers worden veroordeeld.

Art. 23. De vader, moeder of voogd die hun minderjarig kind of pleegkind in strijd met de voorschriften van deze wet doen of laten arbeiden, worden gestraft met een boete van 1 tot 25 frank.

In geval van herhaling binnen twaalf maanden, te rekenen vanaf de vorige veroordeling, kan de boete op het dubbel worden gebracht.

Art. 24. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitsluiting van hoofdstuk V maar met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de in deze wet bepaalde misdrijven.

Art. 25. De publieke rechtsvordering wegens overtreding van de bepalingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten verjaart door verloop van een jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

Art. 26. De politierechtbanken nemen, zelfs in geval van herhaling, kennis van de overtredingen van artikel 23 van deze wet.

Art. 27. De overtredingen van artikel 14, tweede lid, worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de artikelen 2 tot en met 9 van de wet van 26 januari 1951 betreffende de vereenvoudiging der documenten waarvan het bijhouden door de sociale wetgeving opgelegd is.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 28. De Koning kan de bestaande wetsbepalingen wijzigen om de tekst ervan in overeenstemming te brengen met de bepalingen van deze wet.

Art. 29. Opgeheven worden :

1° de wet van 17 juli 1905 betreffende de zondagsrust in de nijverheids- en handelondernemingen;

2° de wet van 26 mei 1914 op de zondagsrust van klerken en bedienden der notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders.

Art. 30. De besluiten, genomen ter uitvoering van de wet van 17 juli 1905 betreffende de zondagsrust in de nijverheids- en handelondernemingen, blijven van kracht totdat zij worden opgeheven.

Art. 31. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de zevende maand volgende op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1964.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Van Koningswege :
De Minister van Tewerstelling en Arbeid,

L. SERVAIS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

P. VERMEYLEN

